

matériaux. Cela paralyserait bien des industries naturellement, comme celles qui, adonnées à la fabrication des produits de l'aluminium, ont besoin de la bauxite provenant d'autres pays.

Quatrièmement, de tels procédés encouragent la guerre; inutile de rappeler aux sénateurs que l'inaptitude à écouler leurs produits et à pratiquer l'importation explique, dans une large mesure, que l'Allemagne et l'Italie aient tenté de s'emparer par la force armée des régions produisant les biens dont elles avaient besoin.

Le programme actuel de commerce qu'applique le gouvernement avec beaucoup d'à-propos et le commerce plurilatéral s'imposent pour compléter et maintenir notre essor économique. Il faut réprouver les programmes commerciaux de protection et de restriction qu'appuient les groupes d'opposition, qui ont déjà nui à notre commerce et qui freinent actuellement la rapidité de notre essor.

La perte du débouché britannique a soulevé une foule de commentaires. De fait, on ne l'a pas perdu; et même le chiffre de notre commerce avec la Grande-Bretagne n'a pas diminué. Au contraire, les exportations vers la Grande-Bretagne sont passées de 470 millions de dollars en 1950 à 631 millions de dollars en 1951, et l'on prévoit qu'elles augmenteront encore davantage en 1952. Ces chiffres marquent aussi une augmentation considérable de nos exportations vers la Grande-Bretagne comparativement à celles des années d'avant guerre. Il est vrai, cependant, que certains articles, tels le bois d'œuvre, les pommes, le bacon, les œufs et le saumon, ne trouvent pas acquéreur en Grande-Bretagne et dans d'autres pays de la zone du sterling, état de choses entièrement attribuable à la pénurie de dollars dont ils souffrent.

Bien que le Canada soit disposé à jouer son rôle et à aider au relèvement, c'est là un problème qui, en dernier ressort, ne peut être résolu que par la Grande-Bretagne elle-même. La politique actuelle du gouvernement libéral tend à activer le commerce entre le Canada et tous les pays du monde et à développer des débouchés partout où on peut en trouver. La prospérité du Canada continuera de s'accroître à mesure que progressera ce commerce. Les formidables réalisations du gouvernement illustrent bien un proverbe français également connu des Anglais: "Rien ne réussit comme le succès."

Il est également vrai que le progrès du Canada, si habilement dirigé durant ces douze dernières années, est une des merveilles économiques de notre temps. De fait, ce progrès s'est accompli si rapidement, que nos conseillers dans le domaine financier et économique n'ont pu prévoir avec précision ce que serait

la production nationale brute, de sorte que le revenu réel provenant de la perception d'impôts a produit un excédent sur les dépenses prévues pour l'année financière. Ces derniers mois, ces prétendus "excédents" ont soulevé une foule de commentaires. Lorsqu'on vient comme moi d'une province où l'administration prudente des ressources financières est considérée comme une vertu, on ne se scandalise pas de constater qu'après avoir soldé nos dépenses, il nous reste un petit excédent pour des jours moins heureux. Croire que nous pouvons transmettre aux générations futures des dettes qui peuvent être acquittées dès maintenant, ne nous paraîtrait pas sage.

Je le répète, ces excédents sont imputables à l'accroissement imprévu de la production nationale. Le budget est établi d'après un niveau donné d'activité économique; si ce niveau s'élève, le montant du revenu prélevé s'accroît aussi. Cela signifie, évidemment, que plus de gens gagnent plus d'argent et qu'ils se classent dans une catégorie de revenus plus élevée. Cela veut dire également que les gens sont en meilleure posture financière après le prélèvement des impôts et qu'ils peuvent épargner davantage.

En réalité, le mot "excédent" ne devrait pas être employé si librement pour désigner l'excédent des revenus sur les dépenses.

A certains moments, au cours de la période qui a suivi la déclaration des hostilités en Corée, les dépenses au chapitre de la défense n'ont pas absorbé tout le montant réservé à cette fin, étant donné le besoin de nouvel outillage, la pénurie d'armes et de matériel de guerre qu'il fallait acheter des autres pays et la période nécessaire pour passer du pied de paix au pied de guerre. En outre, le Canada doit encore acquitter une dette nationale considérable contractée durant les années de guerre; si l'on peut réduire cette dette au cours des années prospères, quel avantage pour nous si nous devons traverser des années moins florissantes et si les revenus viennent à baisser. C'est en prévision de cela que la dette nationale nette a été réduite de plus d'un milliard de dollars entre 1948 et 1952.

Les groupes de l'opposition soulèvent un tollé par tout le pays aujourd'hui, en disant que cet excédent est dû à une imposition trop élevée. Bien qu'on ait publié des chiffres démontrant la répartition du dollar prélevé en impôt entre la défense nationale, la sécurité sociale, l'intérêt sur la dette, le remboursement de la dette nationale, les transferts de paiement, les subventions aux provinces, les allocations aux anciens combattants et autres services, pas une seule voix ne s'est élevée pour proposer de réduire l'un ou l'autre de ces services. De fait,